

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ETRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Le problème du Caucase.....	***
Le Mouvement National au Caucase du Nord.....	D ^r MIR YACOB
Staline	G. G.
Dans le pays de la faim.....	I. TCHOULIK
Au Turkestan	M. TCHOKAEF
Michel Dragomanov.....	L. LAMOUCHE
En Azerbaïdjan	A. YAVUZ
Revue de la Presse	***

CHRONIQUE

Azerbaïdjan. — Caucase du Nord. — Ukraine.

DIRECTION & ADMINISTRATION :

4, Villa Malakof — PARIS (16^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LE PROBLÈME DU CAUCASE

Le problème du Caucase n'est pas nouveau. Il a été posé pour la première fois en 1856, au Congrès de Paris, sous la formule suivante :

Le sort des territoires situés à l'Est de la mer Noire.

Malheureusement le problème ne reçut pas alors une solution définitive; ce qui n'est pas d'ailleurs étonnant. Le Congrès avait nombre d'autres problèmes plus urgents à résoudre, problèmes qui affectaient immédiatement la paix et la tranquillité de l'Europe. Il était de toute nécessité de barrer la route à la poussée russe vers les Balkans.

Le but fut atteint par la création d'une série d'Etats libres dans les Balkans, mais la route du Caucase resta ouverte et le « sort des territoires situés à l'Est de la mer Noire » dut encore attendre de nouveaux événements de nature à porter le problème du Caucase à l'ordre du jour de la politique européenne.

Ces événements eurent lieu au cours de la grande guerre. « Les territoires situés à l'Est de la mer Noire » brisèrent la domination russe et se constituèrent en Etats libres et indépendants. De sorte qu'à la Conférence de la paix les délégués de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, des Montagnards du Caucase et de l'Arménie se présentèrent pour y notifier que le problème du Caucase posé au Congrès de Paris venait d'être résolu en fait par la marche même de l'histoire et par la volonté des peuples du Caucase. Ils ne demandaient que la reconnaissance formelle du fait accompli.

La Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie obtinrent la reconnaissance *de facto* de leur indépendance; puis la Géorgie fut reconnue *de jure*. Il devait en être de même pour tous les autres Etats caucasiens qui s'acheminaient déjà vers la formation d'un Etat confédéré du Caucase, mais l'agression subite et inattendue de la Russie soviétique mit fin à cette formation qui, véritable démocratie, allait se constituer au carrefour de deux continents.

On voit toute la portée de cette agression : est-ce un acte légitime ou bien un crime qui ne saurait jamais créer un droit ? Toute la question est là.

Si étrange que soit la question que nous posons ici, nous ne sommes pas moins tenus de le faire. Certes, en Europe, il ne se trouvera pas un homme qui soit d'avis que l'agression n'est pas un crime. Mais l'Europe est une chose et la Russie en est une autre. Une manifestation nous en est fournie par la délégation russe au Congrès des Associations Internationales pour la Société des Nations. Il s'agissait d'une proposition en faveur de la Géorgie et dont le passage essentiel est ainsi conçu :

« La XVI^e Assemblée constate avec satisfaction que la Société des Nations s'est en effet préoccupée à deux reprises de la question géorgienne (1922 et 1924) et qu'elle a adopté des résolutions engageant le Conseil à suivre les événements, afin de saisir le moment favorable pour rendre à la Géorgie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Assemblée exprime la conviction que cet engagement de la Société des Nations sera mené par le Conseil à bonne fin. »

La lecture aussitôt donnée, M. Avxentiev, chef de la délégation russe, prend la parole et fait la déclaration suivante :

« La délégation russe ne peut voter ni pour, ni contre la résolution concernant la Géorgie et voici pourquoi :

« La délégation russe ne peut voter contre une résolution qui parle du droit sacré des peuples de disposer d'eux-mêmes, droit particulièrement cher à la démocratie russe qui a défendu ce droit longtemps avant qu'il ne fût proclamé solennellement sur le terrain international.

« Mais le principe du droit des peuples n'a pas été partout interprété de la même manière. Dans le cas présent, la délégation russe conçoit la réalisation de ce principe sous une forme fédérative de l'Etat russe construite sur la base la plus large. Il faut ajouter que ce n'est pas la Géorgie seule qui souffre sous le joug du parti communiste, lequel méconnaît en effet les droits des nationalités. L'Arménie, l'Azerbaïdjan, les Montagnards du Caucase — pour ne parler que d'eux — se trouvent dans la même situation. Pour ces raisons, la délégation russe s'abstient du vote. »

Certes, la délégation russe était dans son droit de s'abstenir, mais l'exposé des motifs de cette abstention n'en est pas moins significatif. Il dit ceci en langage clair : l'engagement de la Société des Nations n'a aucune valeur ; ce n'est pas Genève qui donnera la liberté à la Géorgie, c'est uniquement la démocratie russe qui conçoit cette liberté sous une forme fédérative de l'Etat russe. C'est donc une question intérieure de la Russie !

On voit la manœuvre. Elle n'a pas échappé à l'attention de la délégation géorgienne et M. Gvazawa monte à la tribune pour mettre les choses au point :

« La résolution a été prise, déclara-t-il, à l'unanimité par la Commission permanente d'abord, et adoptée ensuite par le Bureau juridique et politique du Congrès. Elle met sous les yeux l'agression soviétique en violation d'un traité dûment conclu entre la Russie et la Géorgie, traité qui avait reçu la consécration internationale du fait de la reconnaissance *de jure* de l'Etat libre de Géorgie. Par deux fois la S.D.N. s'est préoccupée de la question géorgienne et a engagé le Conseil à régler cette question par des moyens pacifiques et conformes aux principes du droit international. C'est donc un problème international et toute tentative de le déplacer de son vrai terrain, du terrain international, est vaine, inadmissible et contraire à la décision solennelle prise par la Société des Nations. »

Finalement, la résolution a été adoptée par le Congrès, mais la mine lancée par la délégation russe n'en constitue pas moins un avertissement pour nous tenir en éveil.

N'est-il pas curieux, en effet, de constater qu'elle s'est rangée, avec toute la précaution phraséologique nécessaire, sur le point de vue bolchevik ? Elle a tout oublié, elle a oublié que la Géorgie a été, dans l'espace

d'un siècle, deux fois envahie par la Russie, deux fois supprimée en tant qu'Etat indépendant, et que par deux fois les traités dûment conclus avec elle ont été scandaleusement déchirés ? N'est-il pas curieux de voir que la délégation russe, tout en faisant partie de l'Union des Associations Internationales pour la Société des Nations s'évertue à mettre des bâtons dans les roues et d'entraver ainsi son activité créatrice et pacificatrice dans le monde ?

Moscou ne fait pas autre chose. La « sainte ville » combat de toutes ses forces la grande institution genevoise sous prétexte, naturellement, de faire régner la liberté dans le monde. La délégation russe se fait l'écho du même esprit mais d'une façon détournée : c'est la « démocratie » russe qui serait la véritable dispensatrice de la liberté « sous une forme fédérative d'Etat ». Oublions donc Genève et attendons un ukaze de Moscou !...

Mais, dans la déclaration de la délégation russe, il est un passage où perce la vérité et qu'il faut retenir. Il y est dit : « L'Arménie, l'Azerbaïdjan et les Montagnards du Caucase se trouvent dans la même situation que la Géorgie ». C'est vrai. Il s'agit donc, de l'aveu même de la délégation russe, du « sort des territoires situés à l'Est de la mer Noire », c'est-à-dire du problème du Caucase dans son entier tel qu'il avait été posé au Congrès de Paris. L'histoire a ses arrêts et ses oscillations, mais sa marche générale en ligne droite ne fait aucun doute.

Le problème du Caucase, qu'on le veuille ou non, se pose de nouveau devant le monde civilisé. Il va de soi qu'il doit être résolu par un accord international et non point par un ukaze de Moscou.

Le mouvement national au Caucase du Nord

Le mouvement national au Caucase du Nord présente un intérêt tout particulier pour nous, attendu qu'il offrait un caractère très spécial et qu'il s'effectuait sous un aspect religieux. D'ailleurs rien de paradoxal en cela, puisque tout mouvement s'exécute en vertu d'une idée quelconque dans laquelle se trouve exprimé le caractère des conceptions du moment et les moyens de résoudre les problèmes politiques et d'ordre social. Les problèmes d'ordre politique reflètent non seulement les diversités des intérêts matériels, mais encore la diversité des conceptions. A l'époque de la Renaissance, les mouvements politiques et sociaux se produisaient sous le couvert d'idées religieuses. Les divers partis politiques formaient en même temps différentes sectes religieuses. Au début même du XIX^e siècle, en Occident, se produisit une réaction religieuse contre le *rationalisme philosophique*.

Ce n'est qu'au milieu de XIX^e siècle que les tendances religieuses-métaphysiques ont commencé de plus en plus à reculer en face du positivisme. Cela commença à faire sentir son effet non seulement sur les conceptions de l'époque, mais encore sur la compréhension des tâches politico-sociales et sur les moyens de les résoudre. Si les mouvements nationaux des peuples du Caucase portent l'empreinte d'un mouvement religieux, cela s'explique du fait que l'Orient, dans son développement culturel, est

quelque peu en retard sur l'Occident, mais tous deux sont soumis à une seule et même loi, à une seule et même cause entraînant les mêmes suites.

*
**

Les Montagnards du Caucase ont été refoulés, du fait même de l'occupation russe, dans des vallées stériles; dans le même temps, les riches pâturages, les terres étaient donnés aux colons paysans russes. C'est ainsi que les Montagnards qui, en majorité, s'adonnaient à l'élevage, furent privés de la possibilité de faire paître leurs bestiaux et les paysans, de la possibilité de semer. Comme on le voit, les peuples du Caucase central étaient voués à une mort lente par la famine. En outre, le pénible régime russe avec son administration, son mécanisme compliqué et incompréhensible et qui allait à l'encontre de leur régime politique consacré par les siècles, suscitait, on le conçoit, des regrets sur une époque plus heureuse où les Montagnards avaient joui d'une entière liberté et d'une complète indépendance. L'esclavage politique et économique auquel étaient astreints ces peuples avides de liberté avait créé parmi eux un profond sentiment de mécontentement et d'indignation.

Les Montagnards ont toujours été prêts, au premier moment favorable, à jeter bas le pouvoir étranger si abhorré. Les sanglants essais tentés en vue de se libérer du joug impérialiste russe n'étaient pas rares, telle l'insurrection de Cheikh Mansour qui finit d'une manière si regrettable pour lui et ses partisans. A la suite de cette insurrection, de nombreux villages tchetchènes furent rasés, des forêts aux arbres séculaires furent détruites et nombre d'insurgés fusillés; combien d'autres furent déportés en Sibérie!

La vie des Montagnards devint impossible dans leur propre pays natal; les vieillards, observant le ciel, attendaient un sauveur qui pût les délivrer de cette oppression des tyrans du Nord. Certains d'entre eux crurent voir leurs sauveurs en les Turcs, leur coreligionnaires, mais hélas les Turcs étaient trop faibles et trop absorbés aussi par la guerre des Balkans. Le sauveur apparut sous forme de *muridisme*.

La période des opérations militaires de la Russie contre le Daghestan et la Tchetchnie coïncide avec la naissance dans ces contrées d'une doctrine Sufi appelée *muridisme*. La marche des troupes russes à travers le Daghestan peut donc être liée à la naissance du *muridisme* et au mouvement national des Montagnards.

Qu'est-ce donc le *muridisme*? Le *muridisme* ou *tarikât* est une doctrine mystique tenant du sufisme et tendant à une perfection morale aussi élevée que possible. Ce mot signifie en arabe, celui qui cherche, qui désire trouver la vérité. Cette doctrine sufi enseignait que la connaissance de la vérité ne s'atteint pas tout de suite, mais qu'il faut franchir une série de degrés dans la voie de la révélation.

Celui qui s'engage dans cette voie est guidé par une force qui se développe en lui grâce à un enseignement religieux. Cette doctrine, en quelque sorte, porte dans ses racines les *principes nakchbendis* qui, dans l'Orient musulman, atteignirent leur plein développement au xiv^e siècle. D'après ce principe, le droit d'enseignement religieux est héréditaire et il se transmet directement du maître-éducateur au disciple son élève, du *murchida* au *muride*.

Au début du dernier siècle, le fondateur du *tarikât-nakchbendi* en Azerbaïdjan fut Cheikh Ismaïl de Kur-Damir, district de Chemakha. D'Azerbaïdjan, cette doctrine passa au Daghestan. De par son esprit, la doctrine

tarikate était étrangère à tout but politique; elle était destinée exclusivement à élever les sentiments moraux de ses adeptes. Au Nord du Caucase cette doctrine de mystique-sufi qu'elle était devient religieuse-politique; ses propagateurs les plus en vue sont Kadi-Mullah, Gamzatbek, Chamyl. Ainsi le *muridisme* se donne un but pratique politique dangereux pour l'empire russe. La propagande *tarikate* se répand dans tout le Nord-Est du Caucase dans la première moitié du XVIII^e siècle.

Le moment qui marque le plus grand développement du *tarikate* et sa transformation en système rigoureusement politique coïncide avec l'apparition de Chamyl, fils de Dengaou Mahomed. Chamyl avait reçu une profonde instruction d'ordre théologique-philosophique. Ayant pris le titre d'imam en 1834, Chamyl révéla des qualités extraordinaires d'administrateur. Tout ce que ses prédécesseurs avaient entrepris avant lui avait un caractère plus ou moins occasionnel et sans ordre; Chamyl y apporta du soin, un plan mûrement préparé. Il développa dans le *tarikate* tout un système politique, organisa dans les montagnes toute une administration avec armée et finances. Les peuples de la Tchetchnie et du Daghestan se rangèrent sous son drapeau. Il mit fin aux conceptions féodalo-aristocratiques et jeta les bases d'un Etat moderne. Il proclama le principe humanitaire, le respect de la personnalité de l'homme, l'égalité politique et sociale et le principe démocratique.

Au titre d'imam, Chamyl joint bientôt celui de chef politique des peuples du Caucase oriental. Il gouvernait d'après le *Chariat*, ce que lui ont reproché les critiques contemporains. Mais il ne faut pas oublier qu'à l'époque, le tout-puissant empire turc était aussi gouverné selon les lois du *Chariat* aussi bien encore de nos jours que la Perse et l'Egypte.

Chamyl considérait nombre de princes montagnards comme ses ennemis, tout d'abord parce que le gouvernement russe les attirait à lui par ses largesses, les soutenait, et qu'ensuite ils ne rêvaient que d'exploiter les masses paysannes. Chamyl, par contre, s'efforçait de donner à son mouvement un caractère populaire; il voulait être *avec le peuple et lutter pour sa cause*.

Chamyl jouissait d'une grande sympathie et d'une grande considération, non seulement parmi les montagnards du Caucase, mais encore parmi les Azerbaïdjanais qui le comptaient comme leur héros national. Sa popularité est sans exemple dans l'histoire des peuples du Caucase du Nord. Par ses exploits au cours de la guerre pour l'indépendance et l'union des Montagnards du Caucase, il s'est couvert d'une éternelle gloire qui fait de lui un héros populaire. C'était un homme d'une modestie remarquable, simple et bon, extrêmement désintéressé, sincère et pur, dévoué à son pays et à son peuple. D'une bravoure à toute épreuve et habile capitaine, Chamyl était l'idole de son peuple qui le regardait à l'égal d'un saint. Possédant une semblable autorité, il prit dans ses mains la puissante organisation disciplinée des murides, il se mêla au peuple et le dirigea dans la *voie sacrée*.

L'un de ses plus grands mérites est d'avoir groupé les tribus jusqu'alors disparates des montagnards, d'en avoir formé un bloc monolithique auquel il donna tous les attributs nécessaires de self-gouvernement. L'on était bien en présence d'un Etat, à la tête duquel présidait Chamyl, lequel s'appuyait sur une armée d'environ 60.000 hommes munis de canons de campagne et de forteresse, fondus par eux-mêmes. Les Russes eux-mêmes, ses ennemis, ne purent faire autrement que reconnaître ses mérites. Voici du reste le

passage d'un ouvrage du général historien Fadiev qui caractérise on ne peut mieux la personnalité de Chamyl.

« L'imam Chamyl a groupé les Montagnards en un bloc monolithe; il a créé des ressources inconnues avant lui, une force agissante des plus considérables par la ténacité de sa résistance et il a fait la guerre contre les Russes en ennemi, sur un pied d'égalité, arrachant de leurs mains les fruits de leurs victoires d'autrefois, obligeant la Russie à une tension de toutes ses forces... Devant nous apparut un puissant Etat, dirigé par une main ferme où chaque citoyen-guerrier était toujours prêt à donner sa vie pour le pays. Nos soldats périrent par dizaines et par centaines de milliers sans profit aucun, les Montagnards chassaient de plus en plus les Russes des territoires occupés, si bien que le ministre de la Guerre de Russie, le prince Tchernychevski, envoyé sur les lieux pour se rendre compte par lui-même de la situation, décida en 1842 de cesser les hostilités. Déjà, en 1843, il ne restait plus un seul russe en dehors d'une masse de prisonniers en Tchetchnie et au Daghestan. »

C'est ainsi que pendant trente années, à la tête de son armée et en plein accord avec son peuple, Chamyl lutte avec une ardeur qui ne se ralentit jamais, pour l'indépendance du Caucase du Nord, pour sa renaissance économique et politique. Cette lutte créa par elle-même une nouvelle structure aussi bien dans le domaine national que social, toujours dirigée vers la résistance et la défense du pays.

Il ne faut pas oublier que lorsqu'on parle de la guerre entre le Caucase du Nord et la Russie, cela signifie une lutte menée par un petit peuple de pasteurs, de fermiers, d'artisans pour son indépendance culturelle, nationale, économique, seul, isolé ainsi que dans une île, entouré de tous côtés par un ennemi puissant. Si donc cette guerre dura si longtemps, c'est parce qu'elle portait en elle un caractère populaire. La population ayant mobilisé ses forces morales et matérielles entra en guerre avec l'intention bien arrêtée de vaincre ou de mourir, attendu que de son issue allait dépendre le sort des générations à venir et la marche de leur histoire.

Les montagnards se battent sans trêve ni répit, nonobstant leur petit nombre et les privations. Petits par le nombre, mais grands par leur courage, ils luttent pour leur liberté, pour leur foyer natal contre un ennemi puissant, contre l'empire russe, devant lequel tremblaient de grands pays d'Occident. Cette lutte épique constitue les pages glorieuses de l'histoire, non seulement des peuples du Caucase du Nord, mais aussi de leurs voisins. Les forces en présence étaient loin d'être égales : les ressources en hommes, en argent de l'ennemi étaient considérables. Le géant du Nord finit par écraser les forces matérielles des Montagnards et, en 1859, Chamyl dut capituler. Il apportait en holocauste sur l'autel de la Patrie et de la Liberté des centaines de milliers de ses guerriers. Des Montagnards ne pouvant supporter ce déshonneur « émigrèrent par centaines de milliers en Turquie ». Chamyl passa dans l'Histoire, mais il a laissé un profond sillon dans l'histoire du mouvement national au Caucase.

Les critiques contemporains étrangers ou montagnards prétendent que le mouvement de Chamyl n'avait pas un caractère strictement national. Nous ne le croyons pas; nous dirons même que la critique est erronée et injuste. Les critiques auraient dû compter avec les conceptions de l'époque et surtout avec le milieu dans lequel se trouvait Chamyl.

Les hommes politiques éminents de la Renaissance nationale chez les Italiens et les Slaves ne reflètent-ils point les traits caractéristiques de

l'époque ? Le *nationalisme démocratique* de Mazzini était entièrement pénétré d'une sorte de *déisme mystique* ayant pour devise « *Dio e Popolo* ». Gioberti démontrait la mission providentielle du peuple italien. Il prêchait le *catholicisme libéral*.

Les chefs enfin de la Renaissance slave n'étaient point non plus exempts de préjugés religieux. Est-ce que Hegel n'est point le père du *mysticisme national allemand* ? Nous pensons donc que le *muridisme* a joué un rôle historique très important dans le mouvement libérateur des peuples du Caucase du Nord, mouvement dans lequel il a laissé des traces très profondes.

Dans la nature aussi bien que dans l'histoire on chercherait vainement des formes rigoureusement figées et dans ce domaine les Montagnards du Caucase ne font point une exception. Le *muridisme* a fait son temps; il ne pouvait servir plus longtemps la cause du mouvement national. A la fin du XIX^e et au commencement du XX^e siècle, les peuples du Caucase du Nord traversent une époque de *réalisme*, non seulement dans la vie publique, mais aussi dans la vie politique. Une opposition se dresse contre les vieilles devises et contre le romantisme.

L'influence du *matérialisme économique* se fait ici, comme partout ailleurs, sentir; il se manifeste dans le fonds de toutes choses; dès lors la lutte pour l'indépendance nationale change d'aspect, mais l'âme du peuple reste inchangée. Les méthodes de lutte, évidemment, et ses moyens changent aussi. Des partis nationaux modernisés apparaissent avec pour but la libération du pays de toute influence étrangère en contact et en union intime avec les voisins.

D^r MIR YACOB.

STALINE

(Suite)

Staline a succédé à Lénine, mais on oublie souvent que Lénine lui-même avait pris la succession de Tchkeïdzé qui, le premier, organisa les soviets et qui fut le premier président de cette institution tristement célèbre. Ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que Tchkeïdzé fut lui-même bolchevik, loin de là.

Ce souvenir nous rajeunit d'un quart de siècle. La Russie réveillée par les coups de canon japonais entra dans une période de réformes. Elle se dotait d'une institution appelée la Douma Impériale. La Géorgie prenait une part très active à ce mouvement réformateur, si bien qu'aux élections, elle votait en masse pour les députés socialistes.

Ce fut une surprise générale. « Quoi ? se demandait-on, est-ce possible qu'un pays presque entièrement agricole, un pays qui n'a même pas un haut-fourneau pas plus que ce qu'on appelle le prolétariat au sens strict du mot, est-ce possible, disait-on, qu'il accepte en toute conscience la théorie marxiste et qu'il l'adopte comme idée directrice ?... » C'est que l'on n'a jamais voulu se donner la peine de se pencher sur la souffrance du peuple géorgien et de comprendre ses aspirations beaucoup plus fondées et beaucoup plus légitimes qu'on n'y croit généralement. Le mouvement de tendance internationaliste en Géorgie avait sa raison d'être. Seulement il faut

le chercher, non point dans une idéologie sociale, mais bien dans la psychologie nationale. Et alors tout s'éclaircit, tout s'explique.

Le peuple avait perdu sa liberté. Il l'avait perdue non pas sur un champ de bataille, mais en « vertu » d'un traité conclu de bonne foi avec un empire de proie. Maître jadis chez lui, il se vit un beau jour dépossédé de tout : sa liberté lui fut ravie, ses sanctuaires profanés, ses richesses saisies, ses terres distribuées à tout venant, sa langue bannie, ses relations internationales coupées et lui-même incarcéré dans une prison pour un temps indéfini. Avait-il accepté ce joug insupportable ? Que non — jamais ! Il se jeta bien, à maintes reprises, l'épée à la main, sur l'envahisseur russe, mais il en sortit toujours affreusement mutilé. C'est alors qu'il comprit, non certes la possibilité d'un paradis terrestre, mais toute autre chose, beaucoup plus conforme à son esprit réaliste et à la situation générale : il avait compris que le joug qui l'écrasait ne pouvait être brisé que par un effort coordonné de tous les travailleurs de l'empire. L'idée était juste. Qui en effet pouvait ébranler les remparts infranchissables érigés autour du Caucase en vertu des traités de Turkmantchaï, d'Andrinople, de Paris, de Berlin, etc., etc., qui, en fin de compte, rayèrent de la carte du monde le nom même de la Géorgie ? Seul un effort tenté en commun par tous les opprimés de l'empire était susceptible de briser la porte de cette prison et de leur ouvrir les horizons ensoleillés de la Méditerranée.

Et le monde assista à ce curieux spectacle : les élus du peuple, tels de nouveaux argonautes, quittent les rivages de l'ancienne Colchide et piquent droit vers le Nord bien décidés à reconquérir la liberté ravie, cette Toison d'Or du temps moderne. Dans la galère qui prit le large il n'y avait que des socialistes géorgiens. Ils voguent donc vers Pétrograd, ils y forment l'extrême-gauche de la Douma Impériale, prennent la tête du mouvement révolutionnaire, assiègent le trône et livrent des batailles rangées à la citadelle de l'impérialisme. Avec Tchkeïdzé en tête, ils organisent enfin les premiers soviets et, après avoir ébranlé les assises des forces dominatrices, ils quittent ce pays barbare, et à travers les mille dangers qui surgissent pendant la traversée de l'océan révolutionnaire qui déferle, ils rentrent chez eux et restituent à la Géorgie sa Toison d'Or tant désirée... Quel spectacle ! Ne dirait-on pas une page de mythologie antique ?

Mais où donc était Staline à l'époque ? Pas dans la fameuse galère en tout cas, Il était contre elle et ne cherchait qu'une occasion pour la torpiller. Fantôme insaisissable qui tour à tour, dans les cachots sibériens ou aux alentours du palais impérial, surgissait d'on ne sait d'où, ainsi que l'ombre de Banco au banquet de Macbeth, disputant aux socialistes géorgiens l'orientation et la direction du mouvement révolutionnaire en Russie.

*
*
*

C'est la nuit !... Le ciel étoilé envoyait le scintillement de ses myriades de mondes à l'un de ces paisibles villages de Finlande. Dans une maison solitaire, non loin de Viborg, se tenait une réunion clandestine du parti social-démocrate. Cela se passait en 1907 ou 1908. Le parti n'étant pas « légalisé » n'avait pas le droit de se réunir à Pétrograd. On y voyait naturellement tous les chefs géorgiens qui, en tant que députés à la Douma impériale, étaient appelés à y jouer le premier rôle. Soudain, au milieu d'une discussion orageuse, surgit le fantôme de Banco. Il prononce quelques paroles dont le sens peut être interprété ainsi : « C'est à moi que doit revenir le trône qui m'a été promis par toutes les sorcières d'Ecosse ! »

Et ce disant, il propose une résolution à lui qui naturellement est rejetée. Alors Staline — car c'était bien lui — sort inaperçu et du dehors il se met à mitrailler la maison qu'il juge par trop indocile. La première détonation coupa l'haleine à toute la réunion : on crut à une charge de police. Une deuxième survint et ce fut un sauve-qui-peut général. Les farouches révolutionnaires, oubliant leur doctrine et maudissant peut-être son initiateur, se dispersèrent dans la nuit glacée, accompagnés des rires de Staline. C'est ainsi qu'il mit fin à une réunion dont il n'approuvait pas la tendance.

On voit le style : simplicité, audace, originalité d'exécution.

*
**

Ces qualités ne l'abandonnent pas dans les circonstances souvent chargées d'écrasantes responsabilités. Tel fut par exemple le coup porté à l'Assemblée Constituante. La révolution de février avait ouvert les portes des prisons qui regorgeaient de détenus politiques. Staline, qu'on croyait enterré pour la huitième fois dans un cachot de Sibérie, s'en vint reprendre sa place aux côtés de Lénine.

On connaît les phases de la lutte : le trône renversé, le Gouvernement Provisoire sans force et sans autorité, l'effondrement du front, le flux et reflux d'une masse inculte saccageant tout sur son passage, les soviets de soldats et de matelots récemment organisés avec l'aide desquels le pauvre Tchkeïdzé croyait pouvoir canaliser les vagues déchainées, et un vide effroyable pour l'avenir.

Une seule bouée de sauvetage jetée dans cet océan était l'idée d'une Assemblée constituante. Tchkeïdzé s'employa de son mieux à l'organiser, mais ce n'était pas là le jeu de Staline. « Il m'agace, ce petit bourgeois, disait-il. Qu'il s'en aille donc présider s'il le veut son Assemblée constituante en Géorgie, mais qu'il nous laisse tranquille ici. » Et il se mit à machiner une mine qui, le moment venu, serait lancée pour faire sauter l'entreprise. N'était-il pas le secrétaire général du parti communiste ?

On a souvent reproché à Lénine d'avoir confié un poste de cette importance à un homme comme Staline. Mais pouvait-il agir autrement ? Dans sa vie aventureuse, Staline avait parcouru la Russie dans tous les sens, non certes pour un plaisir touristique, mais pour fuir la police qui le traquait sans répit. De nombreuses villes et de petites agglomérations se vantent maintenant d'avoir été honorées d'une halte du fameux proscrit. Partout il laissait quelque trace de son passage : une cellule révolutionnaire, composée le plus souvent d'éléments suspects recrutés dans les bas-fonds, de vauriens, de vagabonds, de clochards — de tous les héros de Maxime Gorki. Il couvrit ainsi la Russie d'un réseau révolutionnaire dont la valeur était inestimable le jour prochain du bouleversement qu'on allait tenter. Lénine le savait et il ne pouvait se passer de lui.

A la veille de l'ouverture de l'Assemblée constituante, un coup de téléphone :

— Le secrétaire général ?... C'est de la part de la brigade de choc. Dites-nous comment il faut se rendre au palais de Tauride : armés ou sans armes ?

— A vous de le résoudre, camarades, répondit Staline. Moi je ne suis qu'un écrivain et je ne quitte jamais mon stylo ; je le porte toujours avec.

La suggestion déclinait prudemment toute responsabilité, mais n'en engageait pas moins la brigade à un coup de force. On sait le résultat : la

Constituante fut dispersée et du même coup le bureau du parti bolchevik porté au seuil du pouvoir suprême.

*
**

Mais le faite du pouvoir était encore loin. Il fallait soutenir une lutte formidable sur toute l'étendue de l'empire. Les nouvelles les plus alarmantes arrivaient de toutes parts. Une armée de « blancs » s'était formée dans le Sud, une autre débouchait des confins de la Sibérie, une troisième menaçait le Nord-Ouest. Quoi ? on allait donc serrer ce cercle de fer autour du centre révolutionnaire ? On allait jeter un nœud coulant au cou de Moscou-la-Rouge ? Lénine arpentait la chambre, la tête bouillonnante de pensées noires ; Trotski s'épuisait en meetings ; Staline, calme et silencieux, classait les télégrammes qu'il recevait du front rouge.

Mais où était-il, ce front rouge ?... Partout et nulle part. On se battait dans chaque ville, dans chaque village. On se battait souvent dans chaque famille. Les idées bolchevistes trouvaient un écho redoutable dans l'âme du peuple russe. La victoire eût été certaine si ce peuple avait été laissé libre de suivre ses propres penchants. L'intervention des généraux blancs brouillait les cartes. Les petits détachements rouges refoulés de l'Est et du Sud s'étaient repliés sur Tsaritsine, point stratégique sans doute mais condamné à être pris ainsi que dans un étau et écrasé par les deux armées ennemies, l'une venant de l'Est sous le commandement de Koltchak, l'autre de l'Ouest sous celui de Dénikine. C'était la fin, la fin de la révolution.

Staline se jette dans la bourrasque. Il arrive à Tsaritsine où il est reçu par les troupes rouges, affamées et déguenillées, avec autant d'enthousiasme que de surprise. Comment ? Ignore-t-il donc la situation désespérée où l'on se trouve ?

— Il faut vaincre ! déclare Staline avec une autorité désinvolte.

— Mais comment ?

— Il faut pénétrer dans l'arrière des armées ennemies et les faire sauter.

— Mais comment pénétrer ?

— Dans un cheval de Troie.

On ne comprenait pas bien. Était-ce une plaisanterie ? Mais Staline ne plaisantait pas.

— Oui, pour nous autres bolcheviks, expliqua-t-il, le cheval de Troie c'est la désertion ! Rendez-vous à l'ennemi au premier contact et sans coup férir. Vous serez reçus à bras ouverts, bien logés et bien nourris. Vous ne risquez rien et, si vous êtes énergiques, vous allez conquérir tout un empire.

Naturellement l'idée n'appartenait peut-être pas exclusivement à Staline. Mais il ne s'agit pas de l'idée qui est peut-être aussi vieille que le monde, mais bien de la promptitude et de l'audace avec lesquelles elle fut mise à l'œuvre. Le fait est qu'il avait dirigé ainsi à jet continu des flots de « déserteurs » vers l'Est et vers l'Ouest, dans l'arrière des deux armées. Ils furent en effet partout reçus avec enthousiasme. Koltchak criait déjà victoire ! Denikine entonnait le *Bojêtsaria Khrani*. Mais le résultat ne se fit pas longtemps attendre : plus les fronts blancs s'avançaient vers Moscou, plus leurs arrières donnaient des lézardes et s'effondraient comme château de cartes. Finalement, les deux armées durent battre en retraite : l'une se fondit piteusement dans les *toundras* glacés de Sibérie, l'autre fut précipitée dans la Mer Noire.

Trotsky prenait la pose d'un Napoléon, et le drapeau rouge, désormais consolidé, commençait à flotter sur les murs du Kremlin.

Mais, en même temps, au-delà des chaînes du Caucase, un autre drapeau — le drapeau national — était hissé tout en haut du mât central du palais de Tiflis. La Géorgie sentait passer sur elle le frisson de la grandeur du peuple qui, après un siècle de lutte, sortit de son isolement pour émouvoir le monde par le spectacle sublime de l'effort national.

(A suivre.)

G. G.

Dans le pays de la faim et de la misère

Si l'on observe la vie de la Russie soviétique et que l'on songe à l'affreux calvaire de ceux qui habitent l'immense prison qu'est la Russie, il est impossible de réprimer la colère qui vous étreint à la vue de cette misère, des affres de la faim qui tenaille les peuples infortunés acculés dans une impasse sans issue.

Le correspondant de la *Vossische Zeitung*, W. Stein, qui vient de rentrer de Russie, donne un tableau saisissant, dans les colonnes de ce journal, de la vie soviétique. Les correspondants des journaux allemands écrivent généralement leurs impressions en termes très réservés, voire même favorables au gouvernement soviétique. C'est pourquoi la lettre de W. Stein offre d'autant plus d'intérêt pour nous auxquels il donne une caractéristique très nette de la véritable situation en Russie soviétique.

On y lit que vers les marchés s'acheminent en longues files des paysans, hommes et femmes de tout âge, venus de partout à la ville, poussés par l'unique idée « qu'en ville on y trouve du pain ».

Fatigués, inquiets, ils se pressent le long des bâtisses, proposant aux rares acheteurs les produits du labeur assidu des femmes, une ou deux couvertures, quelque carpepe ou des broderies faites de tout un assemblage de morceaux d'étoffe tissée à la maison. Celui qui peut proposer quelque chose que jusque là il tenait en réserve est considéré comme un homme riche; d'autres, debout dans la cohue, vendent des pelisses d'hiver, une paire de vieilles chaussures qu'ils finissent par échanger contre des chaussures de tille. L'on vend des coussins, de vieilles couvertures, des étoffes de lin. Ceux qui ont la chance de vendre quelque chose, une partie de leurs vieilles hardes, reçoivent la possibilité de se procurer pour eux et leur famille un morceau de pain. Il est tenu de payer de 6 à 7 roubles un pain de trois livres, 15 roubles pour un gros pain, 5 roubles pour un morceau de lard gros comme deux boîtes d'allumettes. Les paysans achètent un sac de farine de 4 kilos pour 50 roubles, mais il faut dire que personne ne peut se procurer de la véritable farine. Nul n'ignore les souffrances endurées par les « penseurs capitalistes », ces anciens paysans aisés, chassés de leurs domaines après les opérations de « dékoulakisation » et qui, à présent, meurent littéralement de faim. Mais nulle part ces souffrances n'offrent un tel caractère que celle des paysans, représentants « légaux » du prolétariat rural : ces derniers vendent à vil prix leurs lits, leurs pelisses pour avoir un morceau de pain. Partout dans les gares, le long des trains, dans les rues, monte ce cri : « De grâce, un morceau de pain ! » Dès qu'un étranger



est repéré, hommes et femmes se précipitent pour implorer un morceau de pain et cela se passe non seulement dans les grandes gares, mais encore dans les petites stations et jusque dans les wagons aux dures banquettes bondés de gens. Partout ce même cri de la faim : « N'avez-vous pas un morceau de pain à me donner ?... » Tel est le tableau véritable de la grande misère des peuples de la Russie soviétique.

Cette question du pain, devenue le *leit motiv* de tout instant, est constamment répétée par les paysans qui transmigrent en masse. Les autorités sont impuissantes pour arrêter ce mouvement et les chemins de fer ne peuvent arriver à satisfaire les nécessités du moment. Les gares rappellent les campements militaires du moyen-âge. Des familles entières, groupées au milieu de leurs hardes, parmi des malles, des corbeilles, des sacs, formant tout leur avoir attendent des jours et des nuits durant la possibilité d'obtenir un billet leur permettant de partir, de fuir ces lieux déshérités où la famine les guette. L'on dirait que la population entière se déplace pour s'en aller chercher ailleurs un travail plus ou moins rémunérateur lui permettant de vivre ou simplement pour errer à l'aventure d'une ville à l'autre à la recherche d'un gîte et d'un morceau de pain. Et comme au temps du communisme de guerre, de grandes affiches portant l'inscription : « Evitez les attroupements, les poux transmettent le typhus », jettent leur note pleine de tragique ironie sur ces masses mouvantes et misérables.

Dans son article que publie le *Daily Express*, l'ingénieur anglais Westgardt dit en substance : « La Russie véritable, celle que j'ai pu observer pendant mes deux années et demi de séjour, est un pays de souffrance, de saleté repoussante et de famine permanente. »

C'est ainsi que des millions d'êtres humains, à l'état d'esclavage, sont voués à la mort par la dictature bolcheviste.

De nos jours, les dirigeants soviétiques ont dû porter leur attention sur une semblable situation; ils ont compris que cette situation ne saurait indéfiniment se prolonger; il faut donc aviser, atténuer le coup irréparable porté à l'économie rurale et dès lors... toute une avalanche de décrets s'en est suivie, décrets concernant le commerce du blé, de la viande et réglementant l'abattement du bétail. Le pouvoir soviétique a donc essayé de réglementer le commerce entre la ville et le village en permettant aux paysans de vendre leurs « excédents » de récolte. En théorie tout semble être parfait, mais dans la pratique tout a changé. Est-il besoin de dire que tant qu'il existe une dictature économique en U.R.S.S. tout « excédent » de récolte est pour ainsi dire impossible. Il va falloir, tout comme par le passé, livrer, par l'économie rurale, aux autorités gouvernementales tous les produits si nécessaires pour satisfaire les besoins du pays à l'intérieur et les opérations soviétiques à l'extérieur. Actuellement il serait difficile de dire si oui ou non des excédents sont réalisables. Personne ne sait encore en U.R.S.S. la façon dont se réalisera la future récolte. Faire en ce moment l'évaluation de la récolte de 1932 et sa répartition semble un peu risqué. Ce fait à lui seul montre que toute cette nouvelle « réforme » de Staline n'a d'autre but que d'agir sur le moral des masses. Il s'agit en l'occurrence de relever les facultés de travail et son intensité non seulement parmi les « koulaks », mais aussi parmi les gens des kolkhoz qui sont aussi infestés d'esprit individualiste.

Grâce à la terreur, le pouvoir soviétique a réussi à grouper un grand nombre de petites économies pour en former de grosses unités. Malheureusement il n'existe et ne saurait exister aucun lien organique entre ces

économies. Dans ces immenses casernes des kolkhoz, des dizaines de milliers de paysans ont été de force concentrés et des cours pratiques leur ont été faits à la hâte afin de leur expliquer la manière dont on ne doit pas collectiviser l'économie rurale. En présence d'un pareil système de terreur, il ne reste au paysan soviétique qu'un moyen de lutte : la résistance passive; il travaille donc par force, mais ne fait aucun effort. Aussi est-il permis de douter que les décrets bolcheviks, quels qu'ils soient, puissent sauver le pays de la misère et de la famine.

C'est pourquoi ces décrets n'ont, en réalité, rien donné jusqu'à présent, voire même dans la partie qu'ils semblaient le plus viser. Les ordonnances enjoignant de changer une quelconque des mesures limitant l'abattement des bêtes à cornes, grosses ou petites, aussi bien pour les besoins de la population rurale que pour la vente, n'ont pas encore amené de la viande sur le marché. Rien d'étonnant en cela, puisque ces ordonnances mettaient comme condition la livraison à l'Etat du bétail au poids vif, bien qu'à prix réduit, mais pénible tout de même pour la population.

Le « kolkhoznik » est autorisé à tuer veaux et moutons, mais que fera-t-il de la viande ? telle est la question qui se pose. Avant que de la manger ou de la vendre, il est tenu d'exécuter le plan de « stockage ». Dans ce domaine, évidemment, certaines concessions ont été faites. Auparavant on exigeait de lui un nombre déterminé de vaches, de bœufs, de moutons, de porcs. Actuellement les « économies » peuvent exécuter le plan en livrant ce qu'elles jugent à propos de livrer comme bétail. Effectivement, cela signifie que « tout est bon à prendre ». Quel que soit l'animal que le paysan veuille abattre, l'autorité décide, mais pas avant d'avoir examiné si le demandeur a bien exécuté son « plan ». L'ordonnance signée par le Conseil des commissaires et par le Comité central du parti, il est dit textuellement : « Admettre légitime et autoriser les kolkhoz, gens des kolkhoz et paysans individuels ayant régulièrement exécuté le plan du stockage du bétail à vendre en toute liberté le gros bétail, les porcs, les moutons, la volaille, etc., de leur économie, sur les marchés et par l'entremise des boutiques des kolkhoz. ».

Comme on le voit, l'autorisation d'abattre le bétail et de vendre la viande exige avant tout, sous forme de témoignage, la constatation que « le plan de stockage du bétail a été régulièrement exécuté ». Et comme les décrets soumettant à un impôt spécial les « koulaks » ne sont pas abolis, il est clair que tout paysan qui se déclare propriétaire d'un animal qu'il désire vendre comme étant de trop, peut fort bien être rangé dans la catégorie des « koulaks ».

En outre, s'il est permis de vendre, cela ne peut se faire que par l'entremise des boutiques des kolkhoz dans les marchés. Le commerce privé qu'on désigne sous le nom de « commerce libre » échappant au contrôle soviétique est toujours considéré comme hors la loi. Quant aux « boutiques des kolkhoz » elles sont en très petit nombre; s'il ne s'accroît pas, c'est qu'elles deviendront un type de coopération soviétique. Les marchands évitent ces boutiques qui ne proposent que des prix dérisoires et qui menacent en même temps le marchand entêté des foudres des « lois » soviétiques. Les acheteurs, de leur côté, les haïssent en raison des interminables attentes auxquelles elles les astreignent, du manque de marchandises, de la grossièreté des employés avec les clients, etc. Ainsi les nouveaux règlements n'ont donné d'autre résultat que celui de pouvoir vendre la viande sur les marchés mais avec une autorisation spéciale et de mettre vendeurs



et acheteurs sous l'incessant contrôle des inspecteurs de finances et autres autorités soviétiques. Et comme, d'autre part, le pays possède très peu de bétail, surtout depuis que les paysans, avant d'entrer dans les kolkhoz, en abattirent un grand nombre, rien d'étonnant à ce que jusqu'à présent, l'ordonnance du 10 mai n'ait donné aucun résultat. La viande n'a pas afflué davantage sur les marchés et les prix n'ont pas baissé non plus dans les lieux de vente « clandestins » du marché libre.

La situation est bien plus pénible encore dans la question du commerce libre du blé. Rien n'a été accordé dans ce domaine. Le décret ne donne aucun droit à la population; il fait mention seulement de certaine promesse tendant à autoriser les paysans des kolkhoz à vendre librement les excédents de céréales après le 15 janvier 1933 au cas seulement où ils auraient régulièrement exécuté le plan de stockage des céréales de l'Etat et ramassé le fonds de grains exigé par le décret. Ordre a été donné de terminer le stockage des céréales le 1^{er} janvier 1933 et le fonds de réserves pour les ensemencements le 15 janvier. Pour mieux tromper, il a été déclaré que les proportions du stockage ont été diminuées de 264 millions de pouds par rapport au stockage de l'an dernier, c'est-à-dire le chiffre correspondant au déficit constaté cette année au 1^{er} janvier.

Au 1^{er} janvier 1933, les bolcheviks se proposent de se saisir de plus d'un milliard cent millions de pouds de céréales et pour pousser la population à semer davantage et à livrer les céréales avec plus de régularité à l'Etat, ils promettent d'autoriser dans huit mois la vente libre des excédents de céréales des boutiques des kolkhoz. Et comme la population, contrairement à ce qui arrive pour le bétail et la viande, possède des excédents de céréales, les autorités pouvant dès maintenant être tentées de faciliter le commerce des céréales, cette même ordonnance du Comité central du parti et du Conseil des commissaires ordonne aux organes locaux de prendre « toutes mesures susceptibles d'éliminer les intermédiaires-spéculateurs et les vendeurs individuels qui se disposent à profiter du commerce des kolkhoz ». Ainsi le nouveau décret sur la « liberté de commerce » dans le pays des soviets n'a apporté aucun changement sinon qu'il a aggravé la situation déjà fort pénible existant jusqu'à ce moment.

Quelques jours après la publication des décrets, toute une série de mesures ont été édictées autorisant pour ainsi dire les paysans à vendre « librement », moyennant une petite taxe, leurs « produits alimentaires ». Ces mesures hâtives prouvent que la menace d'une redoutable famine apparaît à l'horizon du ciel soviétique.

I. TCHOULIK.

AU TURKESTAN

A Tachkent, capitale du Turkestan, les bolcheviks viennent de juger l'ancien procureur général du Tribunal suprême de la République d'Uzbekistan, Chamsi Badreddinov. La carrière de cet homme est exclusivement bolcheviste. Avant la révolution, il était au service d'un riche habitant d'Andijan nommé Timourbek Hadji, en qualité d'abord de courrier, ensuite de secrétaire. Aussitôt après l'apparition au pouvoir des bolcheviks, Badreddinov devient l'un des partisans les plus actifs du nouveau régime; devenu

lui-même bolchevik, il déploie son activité dans les organisations locales du parti et du gouvernement. Le voici d'abord gérant de la section de l'Instruction publique, ensuite juge soviétique...

Peu à peu Badreddinov passe dans les organisations de la magistrature centrale, dans les organisations régionales d'abord, républicaines ensuite, pour devenir enfin procureur général du Tribunal suprême d'Uzbekistan. Ce poste est difficile à obtenir et il n'est pas donné à chacun de l'atteindre. Pour y arriver il faut non seulement faire le stage habituel dans le parti, mais encore démontrer dans la pratique son dévouement au pouvoir soviétique et à l'idéologie de la révolution prolétarienne prêchée par les bolcheviks.

Badreddinov, vraisemblablement possédait toutes ces qualités puisque ayant franchi toutes ces étapes, il était arrivé au poste de procureur. Et cet homme s'est trouvé tout-à-coup sous l'effet d'un jugement. Nous n'avons pas encore en notre possession les journaux du Turkestan donnant le compte rendu des séances du tribunal soviétique, mais dès maintenant le verdict que prononcera le tribunal ne fait pas de doute.

Il faut dire tout d'abord que Badreddinov est accusé de tous les méfaits. Il a été fait mention au tribunal d'invraisemblables cruautés dont il se serait rendu coupable par rapport au « prolétariat mondial ». Alors qu'il occupait le poste de directeur de l'enseignement, Badreddinov, prétend-on, remplissait les écoles d'élèves appartenant à la bourgeoisie et aux nationalistes du Turkestan; étant juge de paix, il mettait en état d'arrestation les correspondants par trop audacieux des journaux qui se permettaient de blâmer son activité dans leurs articles...

Il s'est trouvé des paysans auxquels Badreddinov coupait les mains et le nez, si bien que ces témoins sans nez et sans mains ont défilé déclarant sur leur honneur de défenseurs de la dictature du prolétariat que Badreddinov en personne ordonnait l'exécution d'un si cruel verdict. L'un des témoins, victime du juge Badreddinov, s'efforçait de prouver, au cours de six ou sept séances, que ce dernier avait autrefois pris part à la lutte contre le pouvoir soviétique.

Les délégués des ouvriers et des paysans venaient apporter au tribunal les verdicts des réunions organisées dans les fabriques et les kolkhoz, verdicts qui n'exigeaient rien moins que la peine de mort contre l'ennemi du prolétariat et des paysans les plus pauvres. De ces verdicts d'ouvriers et de paysans il ressort que tous connaissaient les menées contre-révolutionnaires de Badreddinov. Cependant le tribunal ne s'intéressait nullement à la question de savoir pourquoi jusqu'à présent personne n'avait rien dit à ce sujet ? Pourquoi tous ces ouvriers et paysans ne s'étaient décidés à parler qu'en ce moment ? Pourquoi ces gens privés de leur nez et de leurs mains ne s'étaient présentés qu'en ce moment devant le tribunal ? Pourquoi enfin les agents du Guépéou et les cellules locales du parti avaient tout ignoré jusqu'à ce jour ? Comment expliquer que Badreddinov ait pu de son seul pouvoir imposer le silence à tout ce pays de dictature prolétarienne, depuis les cellules du parti jusqu'au bureau d'Asie centrale ? Toutes ces questions sont restées dans l'ombre et le tribunal soviétique suprême a continué à entendre les dépositions fantastiques de faux témoins. Je dis bien de « faux témoins » puisque c'est bien ainsi qu'apparaît devant moi le principal témoin de l'accusation, certain Alimov, correspondant ouvrier du journal *Yanqui Ferghana*, qui prétend avoir été victime de Badreddinov. Citons ici un passage des dépositions dudit Alimov. Il expose au tribunal le

travail antisoviétique de Badreddinov, à l'époque de l'« autonomie de Kokand » ; il parle de certain Ahmedkhanov, ami personnel de Badreddinov dont il partageait les idées. « La maison d'A Ahmedkhanov à Kokand, déclare Alimov, était le siège d'un détachement organisé par la fine fleur de la contre-révolution kokandienne, Moustapha Tchokaïeff, Moussa Bigneev, Ahmedkhanov lui-même et autres chefs de ce genre » (*Pravda Vostoka*, 14 mai 1932). Toujours d'après Alimov, dans la maison d'A Ahmedkhanov venait souvent Badreddinov pour prendre une part très active aux conspirations qu'y ourdissaient les contre-révolutionnaires.

Mon témoignage, évidemment, n'arrivera pas jusqu'au tribunal soviétique, et si même il y arrivait, il n'aurait aucune force sur le jugement du prolétariat. Mais, pour comprendre le caractère du tribunal soviétique, mon témoignage, je crois, ne sera pas sans intérêt.

L'« Autonomie de Kokand » est un événement qui eut lieu entre les mois de décembre 1917 et de février 1918. Se trouvait-il parmi mes connaissances un homme portant le nom d'A Ahmedkhanov, il serait difficile de l'affirmer ; il en est de même de Badreddinov. Il est possible que je me sois rencontré avec Ahmedkhanov et Badreddinov, mais il est aussi possible que non. Mais ce que je puis dire en toute sincérité c'est que, dans aucune maison de Kokand ou de toute autre ville du Turkestan ne se trouvait de détachement quelconque et qu'ensuite, à l'époque, pas plus Moussa Biguéév que moi-même nous n'étions au Turkestan. Autant que je puisse me le rappeler, Moussa Biguéév, qui en décembre dernier prit part au Congrès musulman de Jérusalem, ne fit son apparition au Turkestan, après bien des années d'absence, qu'en 1920, c'est-à-dire deux ans après que j'eus quitté le Ferghana. Il y fit son apparition, non pas pour y déployer une activité contre-révolutionnaire, mais sur les instances réitérées du pouvoir soviétique, comme chargé d'accompagner un train spécial portant le nom d'« Orient Rouge » destiné à la propagande bolcheviste panislamique.

La presse du Turkestan en a du reste suffisamment parlé en son temps. Comment admettre que Moussa Biguéév et moi-même qui avais quitté le Ferghana deux ans avant son arrivée au Turkestan, ayons pu nous trouver ensemble dans la maison d'A Ahmedkhanov ?... C'est là le secret du principal témoin bolchevik au procès de Badreddinov.

Mais voici encore un autre témoignage : celui du paysan ouzbek Bazarbaï Karimov, lequel se présente devant le tribunal, privé de son bras droit. D'après sa déclaration, ledit Bazarbaï Karimov aurait perdu son bras dans un engagement contre les basmatchis (insurgés indigènes) en 1919. En tant que victime de la guerre pour la défense de la « dictature du prolétariat », Barzarbaï n'a cessé de revendiquer ses droits à une pension depuis 1919, mais le gouvernement soviétique était resté sourd à sa demande lorsque, le 11 mai dernier, après avoir fait ses dépositions au tribunal au sujet de l'activité contre-révolutionnaire de Badreddinov, ledit tribunal décida de demander au Comité central exécutif d'Uzbekistan de lui accorder une pension.

Deux ou trois jours après, le Comité central exécutif de la république d'Uzbekistan promulgue une ordonnance accordant à Bazarbaï Karimov une pension individuelle de 100 roubles par mois à compter du 1^{er} janvier 1932 (*Pravda Vostoka*, 22 mai). Treize années durant Bazarbaï Karimov demandait une pension et le Comité central exécutif restait sourd à ses prières appuyées par son bras coupé, et il a suffi que ce même Bazarbaï vint témoigner contre Badreddinov pour qu'il soit considéré comme un

héros de la révolution prolétarienne et qu'une pension de cent roubles par mois lui soit accordée.

Tels sont les principaux témoins à charge contre Badreddinov. Mais admettons un moment que tout ce que l'on dit contre Badreddinov soit vrai, qu'il ait coupé des bras, des oreilles, qu'il ait cassé des côtes, mis des gens en prison, infligé des amendes, etc., une question vient aussitôt à l'esprit : dans quel pays et sous quel régime de pareils actes de barbarie sont-ils possibles ? Si, en définitive, Badreddinov est à ce point une bête féroce, la faute en revient à la ménagerie bolcheviste. Ce n'est qu'en s'appuyant sur l'autorité de la dictature bolcheviste que Badreddinov, en tant que communiste et représentant de ce pouvoir dont il était largement investi était à même de commettre de pareilles cruautés. Mais Badreddinov a-t-il réellement commis les actes que lui attribuent les témoins du genre d'Alimov et de Bazarbaï Karimov ? Le tribunal soviétique dit « oui ». Eh bien, tant pis pour le régime soviétique et pour la dictature du prolétariat. Quant à nous, il nous semble que Badreddinov n'est pas coupable, du moins qu'il n'a pas commis la plupart des actes que lui imputent les « témoins » soviétiques « guettant une pension ».

L'affaire Badreddinov est basée sur une tendance générale hostile aux soviets dans tout le Turkestan, surtout ces derniers temps. Badreddinov est victime de l'impossibilité dans laquelle se trouve le pouvoir soviétique de réprimer la haine populaire. Badreddinov est le malheureux « bouc émissaire » qui doit être sacrifié et jeté en pâture aux loups rouges de Moscou.

Moustapha TCHOKAIEFF.

Michel Dragamanov

1841-1895

Conférence faite le 3 mai 1932 par le Colonel Léon Lamouche, Consul général de Bulgarie à Paris, membre correspondant de l'Académie bulgare des Sciences.

Dans l'histoire intellectuelle, politique et sociale de l'Ukraine contemporaine, deux noms attirent l'attention de tous ceux qui s'intéressent à ce grand pays, deux noms dans lesquels se résume en grande partie la vie de son peuple, Chevtchenko et Dragomanov, le poète, le barde, qui réveille le sentiment national, et le penseur, l'historien, l'écrivain politique, qui défend, devant le monde civilisé, les droits de la nation ukrainienne, et en même temps ceux du peuple russe, opprimé lui aussi.

Si les noms de ces deux hommes viennent naturellement sur mes lèvres, c'est à cause de la place considérable qu'ils occupent l'un et l'autre à deux époques de la Renaissance ukrainienne. Mais il n'est pas possible d'établir entre eux un parallèle. On ne rencontrerait que des contrastes entre la vie du petit paysan, serf, autodidacte, s'élevant peu à peu, au milieu des persécutions, jusqu'à devenir l'un des plus grands poètes de son temps, et l'étudiant de famille aisée, suivant le cours normal d'une carrière intellectuelle, professeur, journaliste, persécuté, lui aussi, exilé pendant une



grande partie de sa vie, mais libre, dans des pays hospitaliers, pouvant écrire à son gré et ayant pour auditoire toute l'Europe cultivée.

J'ai eu, il y a quelques années, à deux reprises, l'occasion de parler de Chevtchenko. C'est aujourd'hui de Dragomanov que je désire vous entretenir.

J'ai, pour choisir ce sujet, des raisons personnelles.

Une fille de l'illustre écrivain ukrainien, Lydia Dragomanova, avait épousé un étudiant bulgare, Ivan Chichmanov. Lors d'un de mes premiers voyages en Bulgarie, en 1896, je fus reçu, avec une amabilité inoubliable, par Ivan Chichmanov, devenu professeur à l'Université de Sofia, et par sa jeune femme. De ce jour, se noua entre nous une amitié fidèle qui, après trente-six ans, subsiste toujours aussi vive avec la fille de Dragomanov, et n'a pu être brisée, du côté de mon ami Ivan Chichmanov, que par sa mort, survenue prématurément en 1928.

Je n'ai pas pu connaître personnellement Dragomanov, décédé l'année qui précède celle où j'entrai en relations avec sa fille et son gendre, mais il me fut donné de voir, à plusieurs reprises et, notamment, à Kiev, où elle habitait, peu d'années avant sa mort, Mme Dragomanova, femme de haute intelligence et de noble cœur.

J'ai donc pu, par mes relations avec les plus proches parents de Dragomanov, par mes conversations, et surtout par la correspondance d'une admirable régularité du côté de sa fille, acquérir, de l'illustre défenseur de l'Ukraine, une connaissance presque aussi complète que si je l'avais connu et fréquenté.

Mihail Petrovitch Dragomanov naquit en septembre 1841, à Gadiatch, petite ville, chef-lieu d'arrondissement, du gouvernement de Poltava, l'un de ceux qui constituent l'Ukraine.

Je remarquerai tout de suite que, d'après la phonétique ukrainienne, son nom doit se prononcer *Drahomaniv*, mais pour ne pas rompre des habitudes généralement reçues, je continuerai à suivre la prononciation grand-russienne *Dragomanov*.

La famille Dragomanov appartenait à la petite noblesse provinciale. Les parents paternels de l'écrivain descendaient de cette sorte d'aristocratie du temps des Zaporogues que l'on appelait *kazakhska starchina*.

Un grand-père de Michel Dragomanov, officier, avait autrefois fait partie de la société secrète des *Slaves Unis* (Soiédinényié Slaviané). Pierre, son père, était un homme intelligent, ami de l'instruction. Il avait passé une partie de sa jeunesse à Saint-Petersbourg et avait complété par son travail personnel, les connaissances ébauchées à l'école de sa bourgade natale. Il avait appris le français et l'anglais. Non seulement il manifesta du goût pour la littérature, mais lui-même s'essaya à la poésie, et publia quelques essais dans des almanachs littéraires. Revenu dans son pays, avec les idées philosophiques qu'avait mises en honneur la France du XVIII^e siècle, il vécut indépendant, consacrant une grande partie de son temps à la lecture et s'intéressant aux affaires des paysans dont il prenait souvent la défense, ce qui lui attira la méfiance de l'administration et même de la plupart des autres propriétaires, ses voisins. Il s'était aussi occupé de recueillir des chansons populaires ukrainiennes.

Nous voyons ainsi se dessiner, chez ses ascendants, les traits essentiels du caractère de Michel Dragomanov, l'amour de l'étude, de la justice et de la liberté, l'intérêt pour la vie du peuple ukrainien.

Michel Dragomanov commença ses études à l'école de Gadiatch et les

continua au gymnase de Poltava. Dans ces deux établissements, la plupart des professeurs étaient ukrainiens et employaient volontiers la langue populaire qui était celle de leurs élèves.

L'ukrainien n'était pas proscrit comme il le fut plus tard, et un mélodrame ukrainien de Kotliarevski, *Natalka Poltavka*, était fréquemment joué à Poltava par des amateurs, dans des fêtes de bienfaisance.

Dès le gymnase, le jeune Michel Dragomanov vit naître en lui les idées qui dirigeront plus tard son activité. Un de ses professeurs s'intéressait aux questions sociales, à l'instruction populaire; il rédigeait des livres en ukrainien pour l'enseignement des paysans. Cela lui valut, d'ailleurs, d'être envoyé dans le gouvernement d'Arkhanguelsk, près de l'océan Glacial. Cet exemple n'effraya pas son élève, au contraire. Nous le voyons déjà préluder à sa future carrière en rédigeant un journal d'école. Au cours de ses études secondaires, Dragomanov s'intéressa surtout à l'histoire grecque et romaine.

En 1859, ses classes de gymnase terminées, il s'inscrit comme étudiant en lettres à l'Université de Kiev.

Comme il est naturel, c'est dans le monde intellectuel, chez les professeurs et plus encore dans la jeunesse universitaire, que commençaient alors à se développer les idées libérales si rudement comprimées dans les sphères officielles de la Russie des Tsars. Certains professeurs de Kiev ne dissimulaient pas leurs sentiments, et leur exemple encouragea le jeune Dragomanov. Celui-ci entra dans un cercle d'étudiants qui, en particulier, s'occupaient des écoles du dimanche, instituées depuis peu, dans le but de développer l'instruction dans les classes populaires, alors presque complètement illettrées.

Il ne pouvait naturellement s'agir de propagande politique. Les jeunes professeurs de ces écoles s'intéressaient exclusivement à leur mission pédagogique, déjà grande par elle-même.

Etant donné la nature de l'auditoire, on était naturellement amené à employer, pour les leçons, la langue ukrainienne, la seule que comprissent la plupart des élèves. Aussi, les étudiants qui s'intéressaient à cette œuvre s'occupèrent-ils de rédiger des manuels et des brochures instructives dans la langue populaire et ce fut l'occasion, pour Dragomanov, d'un rapprochement plus intime avec son parler maternel, forcément négligé au cours de ses études et qu'il avait maintenant l'occasion de considérer, sur un plan plus élevé, non plus comme la langue méprisée que parlent seulement les pâtres et les gens de fermes, selon la belle et triste expression que Mistral applique à la langue de Mireille, mais comme un idiome littéraire apte à servir de véhicule à l'enseignement des sciences.

Mais l'administration russe s'effrayait de toute possibilité de propagande libérale et, d'ailleurs, ne tenait pas beaucoup à répandre l'instruction dans le peuple. Les écoles dominicales furent donc fermées dès 1862, mesure qui eut, entre autres, pour résultat d'incliner les étudiants vers les idées révolutionnaires.

Pourtant, un autre danger apparut, dans la région de Kiev, aux yeux des autorités inquiètes : la propagande polonaise, facilitée par la présence dans les gouvernements ukrainiens de nombreux propriétaires polonais, souvent riches et influents.

On décida donc de créer des écoles dans les villages et d'organiser à Kiev une école normale pour la formation des instituteurs. Les crédits prévus pour cette institution étant très restreints, on fait appel aux étu-

dians de l'Université, comme professeurs bénévoles. Michel Dragomanov fut l'un des premiers à s'offrir et fut chargé d'enseigner l'histoire de Russie.

Dans le programme de cette école, il avait été admis qu'au début des études, on utiliserait la langue locale, et une chrestomathie (*čitanka*) fut rédigée pour faciliter, par des lectures graduées, l'accession des élèves à la connaissance du grand-russien. Mais bientôt, l'administration, toujours méfiante, accusa les étudiants de tendances révolutionnaires et séparatistes, et l'on se priva de leurs services, pourtant dévoués et gratuits.

En 1861, le docteur Pirogov, curateur (directeur des services de l'Instruction publique) de la circonscription universitaire de Kiev, fut mis à la retraite. Il était fort aimé des professeurs et des étudiants à cause de ses sentiments libéraux et de sa bienveillance.

Son départ donna l'occasion au jeune Dragomanov d'affirmer ses opinions dans un discours qu'il prononça au banquet d'adieu offert au haut fonctionnaire retraité. Cet incident, qui attira l'attention sur l'étudiant et lui valut la sympathie des professeurs libéraux, fut, en quelque sorte, le début de son activité politique.

Cette activité est d'abord consacrée tout entière au service de la nationalité et de la langue ukrainienne. Les *zemstvo* (assemblées de gouvernement et d'arrondissement) s'étaient prononcées en faveur de l'utilisation de l'ukrainien dans l'enseignement, et Dragomanov avait publié à ce sujet, dans les *Sankt-Peterbourgskia Vedomosti*, deux articles: « *Zemstvo i mēstni élément v obouchénii* » (le *zemstvo* et l'élément local dans l'enseignement) et « *O pedagogičeskom znatchénii malorousskavo iazyka* » (De la valeur pédagogique de la langue petite-russienne).

Il démontrait que l'enseignement populaire ne peut être efficace que s'il s'appuie sur la langue maternelle et sur la littérature orale du peuple.

Aussi était-il d'avis, contrairement à l'opinion dominante — elle règne encore en France — que le premier enseignement devait être donné aux enfants dans la langue qu'ils parlent dans leurs familles et qu'ils comprennent.

Il avait commencé la publication de livres en ukrainien, mais cette entreprise fut bientôt arrêtée par la proscription qui frappa les écrits dans cette langue. Sous l'influence des nationalistes grands-russiens tels que Katkov, la publication de livres populaires et pédagogiques en ukrainien fut interdite. Le Saint-Synode alla jusqu'à prohiber la traduction de l'Évangile.

Michel Dragomanov, après avoir été, en 1863, professeur de géographie dans un des gymnases de Kiev, fut nommé en 1864, privat-docent à l'Université.

C'est à ce moment qu'il se maria avec une jeune fille dont il connaissait depuis longtemps la famille. Son père étant mort, il eut à s'occuper de l'éducation d'un frère et d'une sœur plus jeunes, et ces obligations l'amenèrent à chercher des ressources en dehors de sa profession et, en conséquence, à développer son activité littéraire, spécialement dans la direction du journalisme. Ses articles consacrés, notamment, aux questions intéressant la Russie du Sud-Ouest, qu'il cherchait à faire connaître au public russe, furent bien accueillis par la presse de la capitale. Dans l'étude des questions slaves en général et des questions polonaises, encore d'actualité après la grande insurrection de 1863, Dragomanov put, malgré la susceptibilité de la censure, commencer à défendre les principes démocratiques et fédéralistes qui seront le guide de toute son activité politique et auxquels il restera inébranlablement fidèle.

En 1870, il quitte pour la première fois la Russie et commence un séjour de trois ans à l'étranger, au cours duquel, en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Italie, il étudiera de près les questions sociales et politiques, particulièrement celles qui intéressent les nationalités. Ces études donneront lieu à des articles dans la presse russe, notamment dans la revue alors très considérée, *Vestnik Evropy* (Messager d'Europe).

C'est au cours de ce voyage que, à l'occasion de son séjour en Autriche, il entre en relations avec les Rutènes, les Ukrainiens de Galicie.

De retour à Kiev, à la fin de l'été de l'année 1873, il est nommé professeur régulier d'histoire ancienne et romaine à l'Université. Il collabore activement aux travaux de la section Sud-Occidentale de la Société de Géographie de Saint-Petersbourg, tout en continuant ses travaux personnels, consacrés de plus en plus exclusivement à l'étude des faits ukrainiens et slaves en général. Bien que les nombreux articles qu'il publiait dans les journaux et les revues de la capitale et de Kiev ne portassent pas sa signature, son activité dans ce domaine ne tarda pas à être connue et signalée au Ministère où, naturellement, elle fut très mal appréciée. Le jeune professeur fut accusé de prêcher la séparation de la Petite-Russie d'avec l'Empire et même, ce à quoi il n'avait certainement jamais songé, son union avec la Pologne.

Néanmoins, il put encore, pendant les vacances, aller en Galicie, mais à son retour, le curateur lui demanda, sur l'ordre formel de l'empereur Alexandre II, de donner sa démission. Ne se sentant pas coupable, Dragomanov refusa et, en septembre 1875, fut révoqué. En 1876, le gouverneur russe avait adopté une politique de compression à l'égard de l'Ukraine. Une Commission pour les affaires de la Petite-Russie avait décidé d'interdire les publications, les spectacles, les concerts ukrainiens, de supprimer, malgré sa fructueuse activité, la branche de Kiev de la Société russe de Géographie, enfin d'interdire à Dragomanov et à un de ses collègues le séjour dans les gouvernements ukrainiens et les capitales.

On sait que cette peine de l'interdiction de séjour, qu'actuellement en France les tribunaux appliquent aux individus condamnés pour crimes ou délits graves de droit commun, était, dans la Russie impériale, fréquemment infligée à des intellectuels, à des savants, dont la seule faute était d'avoir parlé ou écrit trop ouvertement selon leur conscience. Heureux quand on ne leur imposait pas la résidence dans les gouvernements riverains de l'Océan Glacial ou en Sibérie.

Dragomanov ayant sans doute prévu cette fâcheuse éventualité, avait quitté la Russie. Peu de temps après, l'ordre était donné de lui refuser un passeport pour l'étranger, mais il était trop tard. Dragomanov était libre, mais exilé; il ne devait plus revoir sa patrie.

(A suivre.)

LÉON LAMOUCHE.



En Azerbaïdjan

A l'occasion du dixième anniversaire de la République soviétique de Transcaucasie, le journal *Bakinski Rabotchi* du 12 mai 1932 écrit que le Président du Conseil des commissaires d'Azerbaïdjan, Bouniat Zadé, a prononcé un discours dans lequel il affirme que le danger d'un mouvement populaire antisoviétique existe en Transcaucasie. Il a, en outre, déclaré qu'il faut s'attendre, dans un avenir prochain, à voir la lutte de classe devenir plus intense en Transcaucasie attendu que du fait de la collectivisation en masse, la classe des paysans moyens doit être complètement anéantie et c'est pourquoi la dictature du prolétariat doit être renforcée.

Dans le même temps, lorsque la lutte contre les « sredniaks » (paysans moyens) sera engagée, il va falloir porter un coup décisif aux déviateurs de droite de la ligne du parti attendu que ces déviateurs prêtent secrètement leur appui aux « sredniaks ».

M. Bouniat Zadé proclame la nécessité de sauver la République soviétique de Transcaucasie et dit : « Les koulaks résistent énergiquement et sabotent la collectivisation. Pour faire échouer le plan des kolkhoz, les koulaks ont recours à toutes sortes de mesures et de méthodes. Il faut absolument grouper toutes nos forces, toutes nos possibilités afin de réprimer la contre-révolution. »

Les informations reçues de Tabriz démontrent que les communistes de Transcaucasie ont commencé à liquider les « sredniaks ». La terreur bat son plein en Transcaucasie. Les détachements punitifs du Guépéou sévissent contre la population qui leur oppose de la résistance.

Dans le district d'Agdam, sept cents paysans, parmi lesquels des vieillards et des enfants en bas âge ont été fusillés; dans celui de Guendjé, plus d'un millier de personnes ont été fusillées. Les prisons sont remplies de femmes et d'enfants arrêtés comme otages. La place manquant dans les prisons, il a fallu réquisitionner les écoles. Les femmes sont déportées en masse dans les pays du Nord après que leurs enfants leur ont été enlevés, quelques-uns de leurs seins. A Guendjé, trois élèves d'une école secondaire, les nommés Mahomet Chefi, 15 ans, Asver, 16 ans, et Selim, 13 ans, ont été fusillés. Le but de cette terreur est de briser la résistance opposée à la nouvelle collectivisation pour mieux arriver à faire accepter les kolkhoz. Ces méthodes cependant ne font que renforcer la haine des paysans, rendant plus atroce la lutte contre le pouvoir soviétique. Le nombre des détachements punitifs a doublé et il est certaines localités où le nombre de ces détachements ne cesse de s'accroître.

Des rencontres sanglantes entre insurgés et détachements de l'armée rouge ont lieu fréquemment et l'ampleur de l'engagement prend parfois l'aspect d'une véritable bataille. C'est ainsi que sur les hauteurs d'Aïroul Kabak, les pertes de part et d'autre ont atteint le chiffre de trois cents tués.

La pénible situation économique des Soviets, d'une part, l'attente de la nouvelle récolte, l'exploitation abusive des puits de pétrole si funeste à l'industrie du naphthe, les difficultés d'exploitation des marchandises, d'autre part, et la résistance opiniâtre de la population contre les opérations de collectivisation, ont créé une situation extrêmement tendue et tout aussi nerveuse en U.R.S.S.

De ce qui précède, l'on peut voir jusqu'à quel point la situation est tendue. Le fait d'exercer la terreur par rapport à la population paysanne prouve combien est faible et instable le pouvoir soviétique. Les cris hystériques poussés par Bouniat Zadé sur la nécessité de sauver le pouvoir en Transcaucasie montrent clairement que les bolcheviks voient le gouffre qui s'ouvre sous leurs pieds.

Alors que les bolcheviks ont eu à lutter au début contre ce qu'on appelle « l'intelligentsia » et contre les partis politiques, ils sont bien obligés de nos jours de lutter contre la population, contre les paysans, ce que du reste les bolcheviks ne dissimulent point.

*
**

Ainsi qu'on vient de le voir, la mise sur les kolkhoz n'a eu d'autre résultat que de détruire l'économie rurale en Azerbaïdjan et cela au moment où le pays traverse une crise qui date du temps où s'est exercé le communisme de guerre. Les campagnes des semailles témoignent qu'une partie assez sensible des terres est restée sans être ensemencée et la marche de la fenaison montre la complète inadaptation de l'économie collective à la rentrée rapide des foins ainsi que l'exige ce genre de travail. La situation n'est pas meilleure sur le front de l'organisation au sein du parti communiste d'Azerbaïdjan. Il serait intéressant pour nous d'étudier l'état du parti communiste au moment de l'application du système des kolkhoz et de connaître la véritable situation quant aux perspectives du parti.

Nous savons que le parti communiste d'Azerbaïdjan, qui s'est constitué à l'époque de la *NEP* et qui a reçu ses cadres grâce à l'appoint des petits propriétaires paysans après l'échec de la *NEP*, a été fortement attaqué et critiqué. Ceux qui ont suivi cette question dans les colonnes de notre revue ont pu constater que ces attaques ont eu pour résultat de désorganiser le parti.

Que se passe-t-il là-bas, en ce moment ? Il est difficile de le dire exactement. Ce que l'on sait, c'est que, à l'époque de la collectivisation, le parti communiste a augmenté le nombre de ses membres paysans. En Azerbaïdjan le nombre de travailleurs y compris les ouvriers agricoles s'élève à 341.554; tel est le chiffre qui représente le cadre des travailleurs azerbaïdjanais. Ainsi, par rapport à 1930 leur nombre s'est accru de 57 %. Or, par rapport à 1930, le nombre des membres du parti s'est accru de 71 %. Cela montre que l'accroissement du parti a été supérieur à celui des ouvriers. La croissance du parti communiste dans les campagnes est plus importante que dans les villes. Dans les organisations de Bakou, par exemple, en 1931, le parti a vu ses rangs grossir dans les proportions de 27 % et dans les villages environnants il s'est accru dans les proportions de 72 %.

A Bakou, le nombre d'ouvriers a passé de 68,5 à 36,5 %. Il ne faut pas oublier que le cadre des ouvriers azerbaïdjanais s'est toujours recruté parmi les petits propriétaires qui ont jusqu'à présent défendu le principe du droit à la propriété. Ce fait inquiète fortement les dirigeants du parti communiste. Et si, parmi les ouvriers d'Azerbaïdjan se manifestent des fléchissements, des déviations, des groupements, la cause en est aux faits déjà cités. Ces groupements accusent Moscou d'*impérialisme de grande-puissance et critiquent àprement la politique nationale de Staline*. Ils disent que la question des minorités nationales n'existe point en Azerbaïdjan, attendu que tous les éléments musulmans non-turks, habitant le pays, se

sont depuis longtemps fondus parmi les éléments turks et qu'ils ne parlent d'autre langue que le turk. Que ce soit la langue, la culture, la psychique, tout a été adopté par ces éléments et parfaitement digéré.

Critiquant les plans de collectivisation de l'économie rurale, du coton et du naphte, les opposants de 1932 estiment ces plans irréalisables et naïvement utopistes et c'est pourquoi ils ont recours au sabotage. Ces dangers et ces inquiétudes qui emplissent ainsi le parti s'expliquent, ainsi que nous l'avons dit, par le recrutement dans le parti d'éléments petits-paysans et petits-bourgeois.

Les chefs communistes déploient des efforts considérables dans une lutte sans merci contre les déviateurs de droite, d'une part, et contre les ententeurs et les éléments ouvriers à tendances nationalistes, d'autre part. En dehors de la lutte, ils proposent d'introduire le marxisme et le léninisme parmi la population par la voie de l'enseignement. Cette mesure, du reste, est usitée depuis quelque temps; c'est ainsi que le parti a obligé 30.000 ouvriers à s'inscrire à l'école communiste. Mais des informations parues il ressort que le nombre de ceux qui fréquentent l'école ne dépasse pas 6.000. Dans un centre ouvrier comme Bakou, leur nombre n'atteint pas 40 %. Des enquêtes faites dans le pays, au mois de mai, il ressort que le décret touchant à l'obligation de fréquenter l'école est complètement ignoré de la population.

Le plus grand danger qu'aperçoivent les bolcheviks réside dans les propagandistes de tendances de droite. Tous appartiennent à la classe des instituteurs et des intellectuels petits-bourgeois. Les uns et les autres se livrent à une propagande occulte parmi la population. Les nombreux symptômes enregistrés et divers pronostics montrent que nous nous trouvons à la veille de l'effondrement du parti communiste d'Azerbaïdjan. Après avoir renoncé à la politique de la *NEP*, les chefs bolcheviks ont pensé pouvoir renforcer et atteindre l'unité du parti; mais la vie a montré que le parti s'est désorganisé. Et maintenant, à cette époque de collectivisation de l'économie rurale, alors que le parti communiste d'Azerbaïdjan vient d'être reconstitué, l'on constate qu'il reçoit des coups de l'intérieur. D'ores et déjà l'on peut dire que le deuxième effondrement du parti est inévitable, attendu que les paysans entrés dans cette organisation communiste nourrissent au fond du cœur une haine pour le régime du fait de la destruction de leurs propres exploitations agricoles.

A. YOVUZ.



Revue de la Presse

Le démembrement de la Russie

Sous ce titre, le journal *Vozrojdienie* publie l'article qu'on va lire de son correspondant de Londres :

« Ces jours derniers, j'ai eu l'occasion d'entendre, dans les milieux politiques et diplomatiques de Londres, quelques considérations intéressantes sur l'éventualité d'un nouveau démembrement de la Russie. Mon impression après les conversations que j'ai eues avec des hommes réfléchis et sérieux, est celle-ci : aucun projet d'un nouveau démembrement de la Russie ne rencontre ici de sympathie, exception faite peut-être de la question relative à la séparation de la Transcaucasie.

« La question ukrainienne a été discutée dans certains milieux dont il convient de ne pas sous-estimer l'importance. Il est apparu qu'une expansion de l'influence allemande sur l'Ukraine ne serait pas acceptable pour l'Angleterre et que celle de la Pologne ne paraîtrait pas aussi indésirable, mais elle susciterait les appréhensions d'une nouvelle complication de guerre dans l'Est européen.

« L'occupation éventuelle de notre Extrême-Orient par le Japon ne sourit nullement à l'Angleterre et elle apparaît absolument inacceptable pour l'Amérique. Il est donc permis de dire que l'idée d'intégrité et d'indivisibilité de l'Empire russe dans les frontières actuelles de l'U.R.S.S. trouve de puissants partisans, particulièrement précieux et sûrs parce qu'ils agissent non pas en raison de quelques principes abstraits, mais tout simplement dans leurs propres intérêts réels.

« Le représentant d'une puissance étrangère m'a déclaré littéralement ce qui suit :

« Il ne faut pas attribuer trop d'importance à ce qu'en Angleterre et dans d'autres pays se forment, de temps à autre, des groupements qui s'intéressent beaucoup à l'activité des séparatistes auxquels ils prodiguent des secours temporaires. Jusqu'à présent, dans tous ces cas, un désenchantement réciproque s'est produit et toute l'agitation s'est aussi vite éteinte qu'elle ne s'est allumée.

« La meilleure preuve en est fournie par le fait que même le premier Ministre actuel de Grande-Bretagne, qui est considéré comme un ami fidèle de la Géorgie, n'a pas pu, lors de son premier ministère, insister pour que soit portée une aide active aux patriotes géorgiens au cours de leur soulèvement contre les bolcheviks.

« Il est vrai que cela s'expliquait alors par la prédominance dans le Parlement britannique d'une majorité d'extrême-gauche qui tout simplement sympathisait aux bolcheviks et les prenait sous sa protection. Avec un gouvernement conservateur, surtout à l'égard de la Transcaucasie, l'affaire aurait pu prendre une autre tournure. « Votre privilège, me disait le diplomate, consiste en ce que, dans toutes les conditions et dans tous les partis britanniques, se trouvent toujours des groupements influents qui envisagent toujours, pour les intérêts britanniques, des déboires et même des menaces qui pourraient surgir si quelques parties de l'Empire russe se détachaient de lui et tombaient sous l'influence d'une autre puissance. »

« Un publiciste anglais, assez en vue, a émis l'opinion suivante : « L'unité et l'indivisibilité de la Russie présentent un problème d'une grande importance pratique que tous les partis politiques envisagent avec une attention particulière et, je dirai même, avec suspicion. Prenez par exemple la courte histoire de quelques-uns de vos Etats limitrophes. Après la guerre, les Anglais et leurs

gouvernement, sans distinction de partis, accueillirent avec enthousiasme la séparation de ces Etats d'avec la Russie, dans l'espoir qu'il serait possible d'en créer des pays aussi importants, au point de vue économique, que la Hollande, la Belgique ou le Portugal. Maintenant cet espoir s'est évanoui. La plupart de ces Etats, grâce aux dépenses exagérées et au dépérissement du commerce et de l'industrie, sont tout à fait ruinés. Leurs affaires avec l'Angleterre diminuent chaque année et ils ne font que solliciter des aides financières. Ce n'est pas du tout ce qu'il fallait à l'Angleterre. Cela nous met en garde contre tout projet d'un nouveau démembrement de la Russie.

La situation de la Transcaucasie avec ses richesses est toute autre. L'influence britannique pourrait s'y établir et le bénéfice en serait considérable. Tous les autres pays de la périphérie de votre empire ne sauraient inspirer trop d'inquiétude, car à leur égard il y aurait toujours de puissants groupements qui défendraient l'indivisibilité de la Russie dans leurs propres intérêts. »

Nous n'entrerons pas dans l'analyse de cette information qui témoigne tout de même de l'intérêt palpitant qu'on prête dans le monde entier au problème posé. Disons seulement que les diplomates consultés par le correspondant russe ne font pas preuve d'une grande perspicacité. La crise économique sévit partout dans le monde et il n'y a rien d'étonnant si les petits Etats, nouvellement créés dans le voisinage de la Russie, en subissent les effets non moins âprement que les autres pays. La Hollande ou le Portugal poursuivent leur activité créatrice depuis des siècles et il serait injuste ou plutôt naïf d'exiger une égale puissance économique et financière d'un Etat dont les années d'existence libre peuvent être comptées sur le bout des doigts. Nous sommes de grands admirateurs des Anglais et nous ne croyons pas que la politique anglaise soit dictée uniquement par des considérations d'ordre commercial et financier. Il y a d'autres facteurs non moins puissants, qui dirigent l'évolution du monde et parmi lesquels la consolidation de la paix sur la base du droit et de la justice joue un rôle de tout premier ordre. Elle est même une condition *sine qua non* de tout développement économique et commercial.

Comment donc pourrait-on atteindre ce but sans avoir préalablement donné toute satisfaction aux peuples qui luttent avec tant d'abnégation et d'héroïsme pour leur délivrance ? L'auteur fait, il est vrai, une exception pour la Transcaucasie, mais il oublie l'Ukraine et le Turkestan. Croit-il qu'il soit nécessaire « pour le commerce anglais » de maintenir ces peuples sous le joug de la Moscovie ? 35 millions d'Ukrainiens, 12 millions de Turkestaniens et autant de Caucasiens constituent, à eux seuls, une force si imposante qu'il faut être aveugle pour ne pas voir tout le danger que court non seulement le commerce anglais, mais la paix du monde, si leur sort n'est pas réglé d'une façon juste et équitable.

L'histoire est là pour enseigner que la liberté est plus tenace que le despotisme et que l'amour de l'indépendance défie la tyrannie.

*
**

La femme-soleil

M. Louis Forest écrit dans le *Matin* :

Il existe, par le monde, une femme qu'on appelle la femme-soleil. Elle attire, à sa lumière farouche, un peuple entier.

Un hasard bienveillant m'a fait le témoin de la conversation suivante :

— Nous avons reçu des nouvelles de la femme-soleil. Elle est toujours la

plus vaillante. Son action s'étend. Elle est, de plus en plus, notre consolation, notre espoir.

Celui qui parlait ainsi était un Géorgien pensif et réfléchi. Je lui demandai une explication.

— Vous savez, me dit-il, que mon pays a été écrasé par les bolcheviks, mais nous sommes deux millions qui, depuis onze ans, résistons au joug qui nous fait horreur. Tiflis, notre capitale, est en apparence tranquille. Quand un étranger passe, les autorités russes font ce qu'elles font partout. Elles le conduisent où il leur plaît; et, terrorisés par la police implacable, nos citadins se taisent. Mais, pour comprendre la situation vraie il faudrait rendre visite à la femme-soleil.

— La femme-soleil ?

— C'est une jeune femme. Cette humble paysanne de vingt-deux ans mène, depuis dix-mois, la guerre d'indépendance. Son père même s'est enrôlé sous son commandement. Elle a nettoyé de bolcheviks de vastes régions dans nos montagnes. Nos paysans ont goûté du communisme. Ils n'en veulent plus. Obéir à Moscou ? Ils aiment mieux mourir. Les Russes, naturellement, ont recouru à leurs habituelles cruautés. En 1924, ils ont, en trois jours, fusillé huit mille hommes ! Mais la femme-soleil tient sur les hauteurs. Jamais, à moins d'extermination totale, notre vieux pays ne se résignera au bolchevisme. Nous sommes un peuple antique, de civilisation ancienne. Comment accepterions-nous le joug d'étrangers qui nous sont inférieurs de loin et ne nous tiennent que par leurs masses brutales et primitives.

C'est ainsi que j'ai appris qu'au Caucase une Jeanne d'Arc est ressuscitée, née des entrailles mêmes du peuple, qui tient la montagne et que, à la coutume du pays, on surnomme la femme-soleil !

CHRONIQUE

AZERBAÏDJAN

Le Congrès du Centre national azerbaïdjanien auquel ont pris part des délégués venus de Turquie, de Perse, d'Iraq et d'autres pays, s'est tenu récemment à Paris. Les questions touchant à la situation politique et économique au Caucase et en Azerbaïdjan ont fait l'objet de discussions au Congrès. Le Congrès des pétroliers avec la participation des bolcheviks en Amérique a suscité de vifs débats au Congrès du Centre national azerbaïdjanien. Il a été décidé de protester devant l'opinion publique d'Europe et d'Amérique contre le sans-gêne des Soviets qui disposent à leur gré du naphte d'Azerbaïdjan.

Le Congrès a également insisté sur la nécessité impérieuse de resserrer les liens qui unissent les peuples du Caucase dans leur lutte contre les Soviets pour la libération du Caucase.

Sabotage

Le journal *Kommunist*, N° 153, informe qu'en raison des actes de sabotage et de la propagande exercée contre le Gouvernement bolchevik dans le secteur de Karadoylou, 180 paysans ont été arrêtés et déportés avec leurs familles au Turkestan. Ce même numéro signale que le procès des paysans



du district de Chemakha, accusés de s'être refusés à payer l'impôt, doit s'ouvrir incessamment devant le Tribunal de secteur.

La situation cotonnière

Le *Bakinski Rabotchi*, N° 147, écrit que la situation cotonnière en Azerbaïdjan, plus particulièrement dans le district d'Agdam, inspire de sérieuses inquiétudes. Il a été établi après enquête que les paysans font de l'agitation contre le plan du coton et qu'ils refusent d'exécuter le plan, que de nombreux fonctionnaires responsables sympathisent avec les paysans.

La terreur

D'après les informations reçues de Perse, Hassanov, agent de la Tcheka d'Azerbaïdjan, a été tué à Chemakha par des inconnus. De nombreuses arrestations ont été opérées parmi les citoyens; le mollah de la localité est également arrêté.

Autour du naphte

Ainsi que l'annonce le *Financial News*, les délégués des Compagnies de naphte d'Amérique, d'Angleterre et de Roumanie organisent le 29 juillet une conférence à Paris. A l'ordre du jour figure la question de la lutte à opposer à la concurrence du naphte soviétique. D'après certains bruits, le pouvoir soviétique est prêt à faire certaines concessions, attendu que l'an dernier, ses organismes de l'étranger n'ont pu vendre que les 10 % du naphte exporté.

Le directeur de la Royal Dutch, M. Kessler, a déclaré aux représentants du journal *Telegraaf* hollandais qu'un accord entre délégations, exception faite de la délégation russe, avait été réalisé; cette dernière estimait supérieure la quantité de naphte qu'elle est à même d'écouler avantageusement.

M. Kessler estime que la délégation soviétique est persuadée de l'avantage des propositions qui lui ont été faites et qu'elle ne manquera pas de faire entendre au pouvoir soviétique la nécessité pour lui d'aller à un compromis.

Les événements de Bakou

L'agence *Tass* de Moscou annonce que les organes de la milice de Bakou ont commis une grossière déviation dans les directives du parti et du gouvernement sur la question du développement maximum du commerce des kolkhoz. Le 21 mai 1932, un détachement de milice montée a dissous le marché et a confisqué d'une manière illégale toutes les marchandises exposées sans rendre compte à personne de ces actes.

Le Comité central exécutif du parti communiste d'Azerbaïdjan a, de ce fait, destitué par décret et déferé devant les tribunaux le chef du 3^e secteur de la milice municipale, Akhekperov. Pour avoir participé à cette fermeture du marché en envoyant ledit détachement de milice montée sans prendre au préalable les mesures qui s'imposaient, le commandant de cavalerie Moursalbekov, et le chef de la section d'organisation du service de la direction principale de la milice, Husseinov, ont été sévèrement blâmés. Pour administration nettement défectueuse, laquelle s'est exprimée par les ordres illégalement donnés au détachement de milice et participation immédiate à la confiscation des marchandises aux citoyens, il est ordonné d'exclure du parti et de déferer

en justice l'instructeur politique de la division de cavalerie de la milice, Venedictov. Pour avoir mal dirigé l'enquête sur les événements du marché, un blâme sévère a été adressé au commandant-adjoint de la direction de la milice, Demoussou. Les instructeurs de toutes les organisations sont prévenus qu'au cas où des incidents pareils se renouvelleraient, les personnes coupables seront l'objet de sévères poursuites.

CAUCASE DU NORD

Dans le village d'Avtouri la direction rurale du parti a formellement défendu à tous les membres des kolkhoz d'avoir et de cultiver leurs jardins. Ces derniers protestèrent et passèrent outre, ce que voyant, le Soviet rural du parti et le président du kolkhoz constituèrent un détachement monté qu'ils envoyèrent dans les vergers et les jardins des membres des kolkhoz. Cette démonstration eut pour résultat la destruction de 40 vergers et jardins dont les cultures furent foulées par les pieds des chevaux et 800 arbres fruitiers furent sciés ou brûlés. En réponse, les kolkhozniks se mirent à piller les kolkhoz et à détruire les machines et l'outillage agricole. Les autorités régionales ne trouvèrent rien de mieux pour calmer la population que de déclarer que seule la direction rurale du parti était cause de ces désordres, du fait même d'avoir « déformé la ligne générale du parti ».

Les journaux soviétiques du Caucase manifestent de l'inquiétude en raison de l'activité croissante antisoviétique des éléments koulaks et contre-révolutionnaires aussi bien que des organisations d'insurgés par tout le Caucase. Un de ces journaux jette un cri d'alarme du fait que dans l'arsenal des moyens de résistance au pouvoir soviétique, et parallèlement, avec les anciennes méthodes, ont surgi de nouveaux moyens de lutte. Aussi propose-t-il de révéler à temps l'ennemi, de le dévoiler avant qu'il ne tire sur les actifs pionniers de la construction socialiste.

La presse nord-caucasienne est remplie d'informations concernant la désertion en masse des travailleurs du parti du « secteur paysan », désertion qui a pris un caractère inquiétant surtout dans les régions nationales du pays. Une grande quantité de ces déserteurs venus des fronts les plus divers, des fronts des kolkhoz, d'agitation, du stockage, des finances, etc., ont été exclus du parti et déferés devant les tribunaux. Cette situation se complique encore du fait que parfois ces déserteurs sont difficiles à remplacer, personne ne désirant occuper leur poste resté vacant. Ils considèrent, en effet, et en cela ils n'ont pas tort, que ces postes ne sont pas sans danger. Alléguant qu'ils se refusent en principe à remplacer les déserteurs indignes, ils exigent en même temps que lesdits déserteurs soient renvoyés dans les localités qu'ils ont quittées. Quelques-uns de ceux qui ont ainsi refusé les postes proposés ont déclaré qu'ils ne renonçaient point aux obligations du parti, mais qu'ils demandaient simplement d'être envoyés à un front « moins dangereux ». Or, en Tchetchnie et au Daghestan, le nombre de travailleurs russes du parti dans le secteur paysan a sensiblement diminué; en dix-huit mois il a passé de 40 % à 12 %. Dans ce nombre sont compris ceux qui désertent et ceux qu'on déplace « dans l'intérêt du service ». Les dispositions antisoviétiques se manifestent d'ordinaire sous forme de haine anti-russe. *Ces tendances antisoviétiques crois-*

sent d'une manière plus sensible dans les régions dites nationales et dans les républiques du Caucase.

Le président de l'Inspection ouvrière et paysanne du Caucase du Nord rappelle dans ses déclarations aux sovkhoz, aux kolkhoz, aux spécialistes de l'économie rurale et aux instituts de recherches scientifiques qu'annuellement il se perd, au cours des opérations de stockage, un sixième de la récolte. Cette situation, dit-il, est le résultat de l'incurie et de la négligence des préposés à ces opérations lesquels ne possèdent point la technique nécessaire pour exécuter les travaux champêtres et ignorent les conditions de l'économie socialiste. Il propose de lutter sur une vaste échelle contre les pertes constatées dans les champs afin que des pertes se chiffrant par millions soient épargnées au pays.

Le problème de la rivière Soulaq au Daghestan (République des Montagnards du Caucase) est l'objet d'une étude de la part de l'«hydroelectrostroï» de l'Union. D'après les grandes lignes du projet à l'étude, il est question de construire 6 stations hydroélectriques sur le Soulaq. La station de la première catégorie sera construite dans la vallée de Tchiriqueïç elle devra être terminée en 1935; là également sera construit un barrage de 200 mètres de hauteur lequel, par ses dimensions, serait le deuxième dans le monde après celui qui existe dans le Colorado en Amérique; sa puissance sera de 360.000 kilow. et fournira une énergie de 2.600.000 kilow-heures. Le projet estime que le Soulaq est appelé à fournir 6 milliards de kilow-heures, c'est-à-dire un chiffre de kilow. trois fois supérieur à celui du Dnieprostroï.

La direction du kolkhoz «Sary Soz» dans le village de Goudermess bien que n'ayant pas exécuté le plan de stockage a néanmoins dissimulé 600 pouds de maïs. De ce fait, la direction des kolkhoz de l'Union a décrété ce qui suit :

Pour avoir dissimulé des céréales, trompé l'Etat et ne pas avoir exécuté le plan de stockage des céréales, la direction du kolkhoz «Sary Soz» est dissoute. Avertir la direction du kolkhoz «rasny Argoun» dans le village de Sary Atagui que dans le cas où dans une quinzaine de jours les fautes commises ne seraient point réparées et le plan de stockage exécuté ladite direction tombera sous le coup de la loi et sera déférée en justice. (*Groznenski Rabotchi*, 22-12.)

On annonce qu'une conférence linguistique régionale des Montagnards s'est tenue à Rostov sur le Don. La discussion a porté sur la situation actuelle sur le front linguistique et aux tâches éventuelles dans le domaine de la construction linguistique au Caucase du Nord.

UKRAINE

L'assassinat du Président Doumer et l'émigration ukrainienne

Sur l'initiative du Conseil Général de l'Union des Associations des Emigrés ukrainiens en France, une messe solennelle a été célébrée pour le repos de l'âme du Président Paul Doumer, le 5 juin, en l'Eglise ukrainienne. L'Eglise était décorée de drapeaux français et ukrainiens et la garde d'honneur a été tenue par les Anciens Combattants ukrainiens et les Eclaireurs.

L'activité de l'Association des Anciens Combattants ukrainiens en France

Le 6 juin dernier, les sections de la Fédération Nationale des Associations des Mutilés, Victimes de la Guerre et des Anciens Combattants ont été chargées de ranimer la flamme sur la tombe du Soldat Inconnu. Le Général Oudovitchenko, président de l'Association des Anciens Combattants ukrainiens en France, fut invité par ses collègues français, à accomplir le geste symbolique. Parmi les drapeaux qui s'inclinèrent à cette minute on put voir l'étendard jaune-bleu des Anciens Combattants ukrainiens. manov, l'éminent savant et politicien ukrainien. Parmi l'assistance nombreuse on remarquait le Ministre de Bulgarie en France.

Le 10 mai, le Cercle a organisé une séance solennelle à l'occasion du tricentenaire de la naissance de l'Hetman Mazeppa. Le discours d'ouverture a été prononcé par le Ministre M. Ferrand. Ensuite, M. Charles Tillac, homme de lettres, a fait un brillant portrait de l'Hetman. Enfin, M. E. Evain, Député de Paris, auteur du livre bien connu sur l'Ukraine, a clos la série des discours. Un concert termina la soirée.

Outre les cours réguliers sur l'histoire, la civilisation et la littérature ukrainiennes, le Cercle a organisé une série de conférences pour les ukrainiens. Deux conférences ont eu déjà lieu au siège de la Bibliothèque Petlura à Paris. La première, faite par le Marquis de l'Eglise, avait pour thème : « L'histoire du Bois de Boulogne ». La deuxième, du Comte de Cassicourt, sur « L'histoire de Paris ».

Le dixième anniversaire de l'Ecole Polytechnique ukrainienne à Podebrady

A la fin du mois de mai, l'Ecole Polytechnique a solennellement fêté son dixième anniversaire grâce à l'initiative de l'émigration ukrainienne en Tchécoslovaquie.

En tant qu'établissement scientifique l'Ecole se divise en trois Facultés principales avec de nombreuses sections : Faculté agronomique et forestière, Faculté hydrotechnique et technologique et Faculté économique et coopérative.

Le personnel enseignant atteint 80 personnes et comprend outre les professeurs et les agrégés, les maîtres de conférences et les chefs de travaux; 784 étudiants se sont inscrits aux cours de l'Ecole Polytechnique jusqu'à l'automne 1931; 464 diplômes d'ingénieurs ont été décernés. Elle a organisé de nombreux laboratoires, un champ de démonstration, un domaine d'études, une station météorologique et possède en outre une importante bibliothèque qui comprend environ 29.000 volumes.

Au cours de son existence, l'Ecole Polytechnique a publié 229 manuels et cours lithographiques, sans compter plus de 700 publications traitant diverses questions scientifiques et parues en langues ukrainienne, tchèque, française, allemande, anglaise, italienne, espagnole et serbe.

*
**

Les événements tragiques du Dniester

L'opinion du monde entier a été bouleversée par les odieux massacres du Dniester. Outre les protestations de l'Union Internationale des Associations



pour la Société des Nations, la question a été soulevée également en Angleterre à la Chambre des Communes par le Commandant Locker Lampson, ainsi qu'au Parlement roumain par le sénateur Michalski, d'origine ukrainienne. Le discours de ce dernier produisit une très grande impression et il fut vivement applaudi par les sénateurs. Cela n'a pas empêché que de nouveaux massacres se sont produits à la frontière soviéto-roumaine.

Le Comité ukrainien en Roumanie qui s'occupe des malheureux réfugiés a publié un appel, où il invite toutes les organisations internationales et ukrainiennes à ne pas oublier la terrible situation des réfugiés et de leur venir en aide.

L'office International Nansen pour les réfugiés a assigné une somme de 10.000 francs suisses au Haut Conseil des Emigrés ukrainiens, la majeure partie de ladite somme étant destinée aux réfugiés ukrainiens qui ont passé le Dniester.

*
* *

Le Cercle d'études ukrainiennes

Le Cercle a organisé le 3 mai une conférence faite par le Colonel Lamouche, Consul général de Bulgarie en France, sur la vie et l'œuvre de Michel Drago-

*
* *

Un démenti

Le Bureau de Presse ukrainien est chargé de démentir l'existence d'une convention qui aurait eu lieu, d'après certains journaux, entre le Gouvernement de la République démocratique ukrainienne et le Général russe Miller. Ces bruits sont absolument faux : non seulement aucune convention n'a été signée, mais il n'a pas même été question d'aucun pourparler.

E 5114E
1932